

Les crédits

contrat, la direction de ce groupe à une personne en qui il avait confiance, et nous avons fait la même chose. Il s'agit de M. Bob Byron, qui a 35 ans d'expérience. Je cite les propos d'un fonctionnaire: «Les fonctionnaires qui travaillent avec lui disent qu'il en sait plus dans le domaine de la publicité qu'ils ne pourront en apprendre de toute leur vie. C'est un expert, et cela transparaît dans tout ce qu'il fait, selon les fonctionnaires qui le côtoient.»

• (1600)

En outre, en 1984, le gouvernement a établi un processus de sélection de ces agences. C'est bien connu qu'il est très difficile pour le gouvernement d'attribuer des marchés de services professionnels—et je le sais parce que j'étais ministre des Approvisionnements et Services à l'époque. On ne peut pas demander de présenter une soumission sous pli à des avocats, des ingénieurs, des architectes, des comptables ou des agences de publicité, parce que ce n'est pas ainsi que cela fonctionne. On peut le faire pour la construction d'un immeuble. On présente un plan et on demande des soumissions. On n'ouvre les enveloppes qu'après. Mais on ne peut pas agir ainsi pour les services professionnels, parce qu'il y a un facteur de qualité dont il faut tenir compte.

En ce qui concerne la publicité, l'industrie demande à plusieurs agences de faire une offre et de dire comment elles mèneraient la campagne publicitaire que désire le client.

Dans le cas où un ministère veut mener une campagne, nous ferons entendre les offres par un comité de fonctionnaires qui fera une recommandation. C'est le système le plus équitable que nous ayons pu établir. Il fonctionne très bien, bien mieux que le système précédent.

Le *Citizen* avec ses journalistes intrépides, Kennedy et Cobb, a écrit un article sur les grands contrats sur l'unité nationale et le 125^e anniversaire avec le gros titre suivant: «Selon nos sources, les contrats de publicité ont été accordés sans soumissions».

Eh bien, ce qui est arrivé en fait, c'est que le ministre responsable qui se trouve être un sénateur a envoyé une lettre à ce quotidien pour lui dire que cet article était erroné. En fait, il y a eu un comité composé de cinq fonctionnaires du nom de Gagnier, Guité, Parkins, Uteck et Cardinal qui ont entendu les offres de six agences, Académie, Burghardt, Wolowich, Crunkhorn, Camp Associates, la Boîte à Idées, Palmer Jarvis et Publitel, et qui ont effectivement donné les contrats à deux d'entre elles, à Palmer Jarvis de Vancouver et, je pense, Publitel de Montréal.

Est-ce que cela a convaincu les journalistes qu'ils s'étaient trompés? Absolument pas. Ils ont continué et la première chose qu'ils ont faite, c'est aller voir Daryl Bean et lui demander ce qu'il pensait des contrats. Il s'est indigné du fait qu'il n'y avait pas eu de processus d'adjudication.

On peut pardonner à Daryl Bean parce que les journalistes lui ont donné les mêmes faux renseignements et il a réagi car il ne laisse pas passer une occasion de s'indigner. Nous connaissons Daryl Bean. Je vois qu'il s'est engagé à aider le Bloc québécois aux prochaines élections, ce qui est intéressant également.

Que s'est-il passé vraiment? Eh bien, après qu'on leur a donné ces noms, les journalistes ont téléphoné et parlé à certains de ces fonctionnaires. Je veux parler un peu de la conversation qu'ils ont eue avec un fonctionnaire qui a 30 ans d'ancienneté. Il a dit qu'il a travaillé pour le gouvernement Diefenbaker, le gouvernement Pearson, le gouvernement Trudeau, le gouvernement Clark, le gouvernement Trudeau à nouveau, le gouvernement Mulroney et si le nouveau gouvernement est formé par le Parti Rhinocéros, qu'il travaillera pour lui. Il a dit que personne ne sait comment il vote. Il n'a aucune tendance partisane.

En réponse à cet intrépide journaliste, il a déclaré qu'il n'avait pas d'affiliation politique et que demain personne ne saurait s'il votait rose, bleu, jaune ou autrement. Il a ajouté: «Tout ce que je vous dis, c'est que le système qui est en place maintenant, et je parle strictement en tant que fonctionnaire, est bien meilleur et bien plus honnête qu'il ne l'était il y a dix ans.» C'était le témoignage d'un fonctionnaire avec 30 ans d'ancienneté.

Est-ce que cela a découragé nos intrépides journalistes, nos Bernstein et Woodward d'ici qui étudient à fond la question? Pas du tout. Après cela, ils ont écrit un autre article en disant que ces fonctionnaires n'avaient pas fait de rapport. L'énoncé de politique indique qu'ils l'ont fait pendant le déjeuner chez Henri Burger. Mon Dieu, c'est sérieux. Oh, quelle horreur!

Quelle complète absurdité!

Et le député de Glengarry—Prescott—Russell se lève et fait encore allusion aujourd'hui à des preuves de corruption dans le domaine de la publicité; il ajoute aussi que le gouvernement ne désire pas être juste et ne veut pas d'appels d'offres. Alors que nous avons le témoignage de ces cinq fonctionnaires qui disaient que le système en place est bien mieux qu'il était il y a dix ans, et bien plus honnête. Je souligne le mot «honnête». Est-ce que cela fait une différence? Non.